Transcript interview d'Elisabeth Guigou à la chaîne 2M

Comme vous le savez, l'envoyé spécial de Ban Ki-Moon effectue une visite dans le Royaume, qui se poursuivra également dans d'autres pays d'Afrique du Nord. Lors de sa visite prévue à Paris, quelle sera la position de la France sur ce dossier ?

Elle sera ce qu'elle a toujours été, la France soutient depuis des années le Maroc dans ses efforts pour trouver une solution sur le Sahara, et notamment le plan d'autonomie qui a été présenté par le Maroc dans le cadre des Nations Unies qui nous paraît l'initiative, la seule en réalité, qui soit vraiment sérieuse, crédible et susceptible de faire avancer les choses. Le problème est que c'est bloqué depuis maintenant des années. Je fonde beaucoup d'espoir sur la tentative de Monsieur Ross parce qu'on voit qu'il a changé sa méthode, qu'il élargit ses contacts. On dit beaucoup qu'il va pratiquer une diplomatie de navette, c'est-à-dire faire des allers-retours entre les différents acteurs. Nous espérons en France que la chose va se débloquer car c'est un contentieux qui bloque la réalisation d'un grand ensemble, le Maghreb uni. On sait que ce sont des pertes d'au moins deux points de PIB pour chacun des pays. Par ailleurs, il n'est pas normal qu'il n'y ait pas de relation, de liberté de circulation, entre les personnes, Il y a des familles qui sont séparées. Enfin, Il y a tout de même un enjeu très important de sécurité qui existe depuis assez longtemps, mais qui devient plus aigu aujourd'hui avec le Sahel. Donc je crois que nous avons à unir nos efforts pour essayer de faire, que sur la base du plan d'autonomie présenté par le Maroc dans le cadre des Nations Unies, il puisse y avoir un accord sur cette question.

François Hollande est attendu en Algérie dans les semaines à venir, et en début d'année prochaine au Maroc. Est-ce qu'à travers ces deux visites, le président français souhaite jouer un rôle de médiateur ? Est-ce que c'est un rééquilibrage des relations avec l'Algérie ? Quelle lecture peut-on faire de cet agenda ?

Je crois qu'il est indispensable que la France et l'Algérie refondent leur relation. C'est un passé compliqué, douloureux, avec des tragédies. Il faut absolument refonder ses relations sur de nouvelles bases. C'est très important entre la France et l'Algérie pour pouvoir repartir de l'avant. Bien sûr, faire le travail d'histoire et de mémoire qui est nécessaire et on n'empêchera pas que les mémoires des Français et des Algériens soient différentes sur cette question, comme l'ont été les mémoires françaises et allemandes au regard des deux guerres mondiales. Mais ce qui est important c'est de pouvoir faire ce travail des historiens et d'ensuite regarder vers l'avenir, parce qu'évidemment si nous avons des relations plus apaisées, plus confiantes, je crois que cela sera bien, non seulement pour la France et l'Algérie, mais aussi pour l'ensemble du Maghreb. Cela ne peut pas se faire, et ne se ferra jamais au détriment du Maroc. Ce n'est pas parce que nous souhaitons améliorer nos relations avec l'Algérie, que nous allons rétrograder celles avec le Maroc. Le Maroc a une position unique, nous avons une relation exceptionnelle, non seulement entre la France et le Maroc, mais entre le Maroc et l'UE, que nous avons toujours soutenue. Nous soutenons les nouvelles négociations sur le statut avancé. Il faut absolument que nous arrivions avec le Maroc à arriver sur ce que l'on appelle aujourd'hui des 'colocalisations', avec une augmentation des investissements qui pourront bénéficier non seulement ici à la croissance et à l'emploi, mais aussi avec des bénéfices pour nous Français et européens. Je crois qu'on peut avoir un développement partagé. Pour ça il faut aussi favoriser la circulation des populations, la mobilité non seulement des étudiants, c'est indispensable, des représentants des pouvoirs publics des deux côtés.

Une dernière question sur le dossier palestinien, Benyamin Netanyahou était en visite en France et le président français n'a pas été très clair sur la question des colonies qui bloquent aujourd'hui toute reprise des pourparlers entre Palestiniens et Israéliens . Pouvez-vous, aux yeux de l'opinion publique marocaine, clarifier la position de la France ?

La position de la France est très claire, et le Président l'a rappelée. D'abord nous sommes opposés aux colonisations qui doivent s'arrêter. Notre position est constante. Nous ne cessons de condamner, à chaque fois qu'il y a une nouvelle colonisation la France la condamne. Notre positon est parfaitement connue depuis très longtemps. Les colonies sont illégales au regard du droit international. C'est une menace pour avoir un jour deux Etats qui soient en sécurité, l'Etat d'Israël, mais aussi un Etat palestinien. Mais enfin, c'est un obstacle à la paix. Nous ne pouvons que condamner la colonisation. Évidemment pour sortir de cela il n'y a que la négociation. Il est indispensable que la négociation reprenne entre les deux parties pour que l'on puisse trouver, sur les bases d'un consensus international, une issue à ce conflit qui est aussi à l'origine de beaucoup d'autres.